

*Nations Unies*  
**ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE**

**QUARANTE-DEUXIÈME SESSION**

*Documents officiels\**



SIXIÈME COMMISSION  
17e séance  
tenue le  
jeudi 8 octobre 1987  
à 10 heures  
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 17e SEANCE

Président : M. AZZAROUK (Jamahiriya arabe libyenne)

SOMMAIRE

POINT 131 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU COMITE SPECIAL POUR LE RENFORCEMENT DE  
L'EFFICACITE DU PRINCIPE DU NON-RECOURS A LA FORCE DANS LES RELATIONS  
INTERNATIONALES (suite)

\*Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE  
A/C.6/42/SR.17  
15 octobre 1987  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Sp.

/...

La séance est ouverte à 10 h 10.

POINT 131 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU COMITE SPECIAL POUR LE RENFORCEMENT DE L'EFFICACITE DU PRINCIPE DU NON-RECOURS A LA FORCE DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES (suite) (A/42/41; voir également A/C.6/42/L.1)

1. M. BROWN (Australie), après avoir félicité le Président du Comité spécial dont les efforts ont permis de parvenir à un consensus au sujet du projet de déclaration, dit que le Gouvernement australien reconnaît le rôle clef joué par le Groupe des pays non alignés, qui a aidé le Comité à sortir de l'impasse où il se trouvait. La délégation australienne, qui aborde le projet dans l'optique recommandée par le Président du Comité spécial, est en mesure d'appuyer son adoption en tant que déclaration de l'Assemblée générale étant entendu qu'elle laisse subsister les interdictions existant en droit international au sujet de l'utilisation de la force et n'autorise aucune interprétation extensive du droit de légitime défense individuelle ou collective. La délégation australienne prend acte à cet égard de l'alinéa a) du paragraphe 33 du projet (A/42/41, sect. III).

2. Pris globalement, le texte représente un ensemble équilibré de points de vue, dont certains, pris séparément, ne recueilleraient pas l'approbation de la délégation australienne ou lui poseraient des difficultés d'application pratique. D'autres délégations sont sans aucun doute dans la même situation. Néanmoins, l'Australie accepte le projet de déclaration et souhaite sincèrement qu'il recueille les suffrages de tous les groupes régionaux et politiques représentés à la Sixième Commission. L'adoption de mesures tendant à renforcer l'efficacité d'un principe aussi important que celui du non-recours à la force dans les relations internationales serait à mettre au crédit de l'Organisation des Nations Unies. En outre, l'achèvement des travaux du Comité spécial permettra de libérer des ressources pour d'autres activités, voire de faire des économies, un objectif que l'ONU ne devrait perdre de vue dans aucune de ses activités.

3. M. HUCKE (République démocratique allemande) fait observer que l'élaboration du projet de déclaration n'a été possible que parce que tous les Etats membres du Comité spécial et d'autres Etats participants ont fait preuve de bon sens et de réalisme. Cet accomplissement revêt aujourd'hui une importance capitale compte tenu des graves menaces que font peser sur la paix et la sécurité internationales la course-aux armements, les foyers de tension et les affrontements militaires. Le projet de déclaration réaffirme expressément la relation complexe existant entre le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la menace ou à l'emploi de la force dans les relations internationales d'une part, et l'application intégrale de cette norme obligatoire de droit international de l'autre.

4. Comme l'a récemment déclaré M. Erich Honecker, Président du Conseil d'Etat de la République démocratique allemande, les divergences idéologiques et sociales ne devraient pas influencer sur les relations d'Etat à Etat et ne doivent en aucun cas être réglées par la force. En conformité avec la politique extérieure de la République démocratique allemande qui vise à promouvoir la paix, la compréhension et la coopération internationale, le Gouvernement de la République démocratique allemande appuie le projet de déclaration et souhaiterait qu'il soit adopté dans les meilleurs délais.

/...

5. M. BERNAL (Mexique) fait observer que l'élaboration hâtive du projet de déclaration résulte d'un accord exprès tendant à mettre fin aux travaux du Comité spécial mais ne signifie pas que le problème de fond que constitue le recours à la force dans les relations internationales est définitivement résolu. Des interprétations hautement restrictives et parfois erronées et un manque total de volonté politique chez certains membres ont amené le Comité à élaborer une déclaration générale et répétitive.

6. Le projet de déclaration ne sert l'objectif fondamental de l'Organisation des Nations Unies que de deux façons. En premier lieu, son adoption à l'unanimité représente une reconnaissance de la validité juridique des règles et dispositions qu'il contient, et pas seulement un rappel d'accords adoptés précédemment. En second lieu, le projet de déclaration organise et développe les différents aspects et éléments du principe du non-recours à la force. Toutefois, de nombreuses propositions qui auraient pu élargir le champ d'application du droit international ont été rejetées par certaines délégations soucieuses de parvenir coûte que coûte à un accord unanime ou "consensus".

7. A la dernière session du Comité spécial, il n'a pas été possible de développer de quelque manière que ce soit les règles du droit international relatives au non-recours à la force, ni d'inclure dans le projet des mesures concrètes pour renforcer l'efficacité du principe. Le Comité n'a pas non plus été en mesure de codifier dans le texte du projet les progrès importants consacrés par l'Organisation des Nations Unies, les juristes, la pratique des Etats et la jurisprudence de la Cour internationale de Justice depuis l'adoption en 1970 de la résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale.

8. Malgré ces carences, la délégation mexicaine souscrit au projet de déclaration car il réaffirme les principes et les règles du droit international tant conventionnel que coutumier. Lesdits principes et règles constituent les normes cardinales et directrices de la politique étrangère du Mexique. Le projet de déclaration réaffirme les principes inscrits à l'Article 2 de la Charte et codifie de manière détaillée leurs plus importants corollaires, qui sont énoncés dans la résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale. L'interdiction du recours à la menace ou à l'emploi de la force est totale. Aucune fin ne peut rendre licite l'usage de la force, - force armée ou coercition - dans les relations internationales. Au paragraphe 1 du projet de déclaration (A/42/41, sect. III), le membre de phrase "soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies" constitue un frein à l'action des Etats et non une échappatoire.

9. Le projet de déclaration met l'accent sur l'interdiction du recours à la menace. La simple existence des armes nucléaires ne peut raisonnablement remplacer des relations pacifiques entre les Etats. Ainsi, non seulement le recours à la force est interdit, mais les Etats sont tenus de renforcer la paix.

10. Le projet de déclaration prévoit des dérogations à l'interdiction du recours à la menace ou à l'emploi de la force, à savoir la prise de mesures collectives par des organes de l'Organisation des Nations Unies et l'exercice du droit naturel à la légitime défense individuelle ou collective en cas d'attaque armée. En outre, il énonce l'obligation de s'abstenir de recourir à la force contre toute lutte pour l'autodétermination.

(M. Bernal, Mexique)

11. Le paragraphe 3 du projet de déclaration est clair et catégorique. Aucune considération, de quelque nature que ce soit, ne peut être invoquée pour justifier le recours à la menace ou à l'emploi de la force de manière directe ou indirecte contre un autre Etat. L'invocation du droit de légitime défense collective ne modifie en rien la condition fondamentale selon laquelle une attaque armée directe doit avoir eu lieu.

12. La délégation mexicaine comprend le titre du projet de déclaration comme indiquant que l'objectif du texte est d'assurer la pleine application du principe de non-recours à la force, car, en dépit de sa violation constante par les Etats, il n'y a jamais eu de doute quant au caractère obligatoire et à la validité juridique de ce principe.

13. M. Bernal appelle l'attention sur une série de dispositions du projet de déclaration qui visent à renforcer l'application du principe du non-recours à la force, et notamment celles qui concernent la nécessité d'instaurer un environnement mondial stable et juste, l'obligation de prendre des mesures en vue de la réalisation d'un désarmement général et complet, l'obligation de respecter l'exercice effectif des droits de l'homme, l'élimination du terrorisme international et de ses causes sous-jacentes, la nécessité d'édifier les relations internationales sur la base de la compréhension mutuelle, de la confiance, du respect et de la coopération, et l'obligation fondamentale de régler les différends par des moyens pacifiques. Enfin, pour la délégation mexicaine, la référence faite au paragraphe 1 à la responsabilité internationale signifie que l'Etat qui engage sa responsabilité internationale en employant illégalement la force est tenu de réparer tout dommage causé.

14. M. SKIBSTED (Danemark), parlant au nom des 12 Etats membres de la Communauté économique européenne, rappelle la position constante desdits Etats depuis la première réunion du Comité spécial en 1970, à savoir que les dispositions du paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte relatives au principe du non-recours à la force sont amplement suffisantes et que toute tentative pour interpréter cet article ou l'expliciter pourrait créer des incertitudes au sujet des obligations incombant aux Etats en vertu de la Charte ou même affaiblir ces obligations. Toutefois, à la lumière des vues exprimées sur la question à la quarante et unième session de l'Assemblée générale, notamment par la délégation qui a proposé l'élaboration d'un traité mondial, et comme toutes les parties concernées sont disposées à adopter une approche plus réaliste, les Etats membres de la communauté européenne sont convenus, sous certaines conditions, de participer aux discussions sur l'élaboration d'un projet de déclaration.

15. Le projet actuellement à l'étude, qui est le fruit des travaux menés par le Comité spécial dans le cadre de son nouveau mandat énoncé dans la résolution 41/76, n'est pas un texte normatif. Les paragraphes qui reprennent les termes de la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies ne contiennent aucune adjonction ou suppression par rapport au texte de la Déclaration et ne modifient en rien la signification que ses termes ont dans

(M. Skibsted, Danemark)

le contexte de la Déclaration. Les autres paragraphes du projet, notamment ceux qui figurent dans les sections II et III, peuvent également être considérés comme généralement positifs.

16. Bien qu'ils continuent d'avoir des doutes au sujet de certaines dispositions du projet de déclaration, les 12 Etats de la Communauté économique européenne ne proposent pas de rouvrir le débat sur le projet, à condition que les autres délégations fassent de même, le but étant de préserver le consensus. Ce qui est important en définitive c'est la volonté politique des Etats d'assumer de bonne foi leurs obligations juridiques internationales conformément aux dispositions de la Charte et aux autres règles du droit international. Si, en favorisant des progrès dans cette direction, le projet de déclaration contribue à améliorer le climat international, les efforts consentis pendant de si nombreuses années n'auront pas été vains.

17. M. PAWLAK (Pologne) fait observer que les travaux du Comité spécial ont été positivement influencés par l'attitude plus prometteuse qui émerge actuellement dans les relations internationales. L'élaboration du projet de déclaration constitue un succès qui résulte non seulement des efforts considérables et de la bonne volonté des membres du Comité spécial, mais aussi de l'apparition de nouveaux facteurs dans les activités de l'Organisation des Nations Unies et les affaires mondiales en général.

18. L'optique suivie, notamment dans les paragraphes 14, 15, 19 et 20 du projet de déclaration, est conforme aux idées et solutions que la Pologne a constamment préconisées en vue d'améliorer la situation internationale et dissiper la menace de la guerre. Le plan présenté par le Gouvernement polonais dans son mémorandum daté du 17 juillet 1987 (A/42/413) est l'initiative polonaise la plus récente dans ce domaine.

19. La Pologne accorde une grande importance aux dispositions du projet de déclaration relatives aux questions de désarmement. Elle se félicite de la fermeté manifestée à l'égard du terrorisme international. Elle attache une valeur particulière aux dispositions concernant l'économie, la protection et la promotion des droits de l'homme et la coopération entre Etats et organes des Nations Unies. Le projet de déclaration doit être considéré comme une adjonction logique à une série de documents importants de l'Organisation des Nations Unies tendant à renforcer la primauté du droit et à améliorer le climat international, série qui comprend la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales, la Définition de l'agression, la Déclaration de Manille sur le règlement pacifique des différends internationaux et la Déclaration sur la préparation des sociétés à vivre dans la paix. Il faut espérer que la contribution du projet à la prévention ou à l'élimination des conflits armés et un règlement pacifique des différends ne sera pas purement théorique et que ses dispositions seront dûment prises en compte par tous les Etats lorsqu'ils formuleront leur politique étrangère.

La séance est levée à 11 heures.